

Le réseau d'écoles Espérance banlieues affiche la satisfaction de ses parents d'élèves

Par Marie-Estelle Pech

Mis à jour le 19/06/2018 à 20h01 | Publié le 19/06/2018 à 19h58

Le fondateur de ces onze établissements hors contrat veut ainsi répondre à ses détracteurs. Ces derniers pointent la fragilité du niveau scolaire des enfants qui en sortent.

Fillettes en violet, garçonnets en vert, lever du drapeau français, vouvoiement, discours volontariste sur l'apprentissage des «fondamentaux» sur fond d'ambiance scout. Le tout en banlieue. Difficile d'échapper aux images idylliques du **réseau d'écoles hors contrat Espérance banlieues**, créé en 2012. Des reportages et des articles comme s'il en pleuvait, un livre du fondateur coécrit avec le présentateur de télé Harry Roselmack, tout a été dit ou presque sur les onze écoles - essentiellement de primaire - implantées à Sartrouville, Marseille ou Mantes-la-Jolie, qui accueillent aujourd'hui 500 élèves.

En dépit de la jeunesse du réseau et du nombre d'élèves encore très faible, des personnalités comme Jamel Debbouze ou Philippe Pozzo di Borgo, séduits, en ont fait la promotion. La force du fondateur, Éric Mestrallet, c'est aussi d'avoir convaincu des entreprises, comme Total, Bouygues, Thales, Saint-Gobain, Vinci, BNP Paribas (ainsi que des particuliers), de faire des dons. Au total, 5 millions d'euros par an. Un rêve inaccessible pour la plupart des écoles hors contrat qui ne comptent que sur les frais d'inscription des parents pour fonctionner... Alors qu'à Espérance banlieues, ces derniers ne paient que de 55 à 75 euros par mois. Éric Mestrallet compte faire mieux que les écoles publiques ou privées sous contrat: raccrocher les décrocheurs, transmettre la culture française, lutter contre la relégation des quartiers populaires. Ses écoles ne sont pas laïques mais aconfessionnelles, «au sens où la religion n'est pas un sujet tabou. On peut parler du ramadan. Certaines familles viennent chez nous parce qu'elles se sentent rejetées dans leurs convictions par l'école publique», explique-t-il.

» **LIRE AUSSI - Éric Mestrallet, l'aventurier des banlieues**

Comme preuve de succès, il affiche un sondage: 97 % des parents du réseau recommandent ces écoles à un ami, contre 85 % pour le total des parents français. Loin devant tout le reste (méthodes pédagogiques, climat ou accompagnement), ce que les parents d'Espérance banlieues plébiscitent à 83 %, ce sont les «petits effectifs»: ces écoles ne comptent qu'une douzaine d'élèves par classe. Des enfants issus de milieux populaires mais aussi de classes moyennes, car le réseau tient à une forme de «mixité sociale».

Stéphane Crochet, patron du syndicat d'enseignants SE-Unsa

Ce sondage, comme l'annonce d'un prochain référentiel destiné à «valider scientifiquement notre modèle pédagogique», c'est aussi pour le fondateur une façon de répondre à ses détracteurs. Ce dernier n'a pas toujours bonne presse chez les professeurs. «Pourquoi tant de bruit au sujet d'une expérience microscopique?» interroge Bernard Girard, professeur d'histoire de l'académie de Nantes. Dans les écoles publiques voisines, on pointe du doigt le niveau des enfants qui rejoignent ensuite les collèges publics: «Ils sont très fragiles, voire faibles. Ces écoles affirment faire mieux que nous, mais les résultats de leurs élèves ne l'attestent aucunement», observe Stéphane Crochet, patron du syndicat d'enseignants SE-Unsa.

Pour le moment, seule une école présente une poignée d'élèves au brevet des collèges, à Montfermeil. Ils obtiennent 75 % de réussite contre 89 % sur l'ensemble de la France. «Mais c'est bien mieux que la moyenne du quartier! Surtout, 100 % de nos élèves réussissent l'examen demandé par l'Éducation nationale pour intégrer les collèges publics.» Certes, la plupart des intervenants ne sont pas titulaires des concours de l'Éducation, mais 40 % ont déjà enseigné et 60 % «ont un bac+ 5 et l'envie d'être éducateur».

Le réseau ne s'est implanté que dans des villes de droite. De quoi faire hurler une opposition qui dénonce régulièrement la «morale chrétienne réactionnaire» qui régnerait, selon eux, dans ces écoles. Éric Mestrallet, ancien proche de villiéristes, rétorque avoir simplement fait «jouer ses réseaux», ajoutant que l'an prochain, deux des cinq villes dans lesquelles il compte s'implanter (Reims, Toulouse, Orléans, Compiègne, Toulouse) sont «Macron-compatibles».